

*Alberto Fernández remet en question le prêt du FMI et demande une enquête*

---



La Havane, 19 mai, (RHC)- Le président argentin, Alberto Fernandez, a mis en doute jeudi la légalité du prêt que le Fonds monétaire international (FMI) a accordé au gouvernement de Mauricio Macri en 2018, pour un total de 56 milliards de dollars.

Sur son compte Twitter, le président a fait référence au récent rapport publié par le vérificateur général de la nation (AGN) sur le plus grand prêt de l'histoire du pays et de l'organisme prêteur.

Pour Alberto Fernandez, l'analyse préparée par l'organisme de surveillance "montre que le prêt du FMI contracté par Macri a violé la loi argentine et doit faire l'objet d'une enquête avec tout le poids de la justice".

"Le rapport s'ajoute à la plainte que j'ai déposée en 2021, par l'intermédiaire de l'Office de lutte contre la corruption, contre M. Macri et des fonctionnaires de son gouvernement, tels que (l'ancien ministre de l'Économie Nicolas) Dujovne, (l'ancien ministre des Finances Luis) Caputo, (les anciens présidents de la Banque centrale Federico) Sturzenegger et (Guido) Sandleris, pour fraude et détournement de fonds publics, arrêtée par la juge fédérale (María Eugenia) Capuchetti."

Mme Capuchetti est la magistrate chargée de l'enquête sur la tentative d'assassinat de la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner, et elle a été récusée pour avoir refusé d'enquêter sur les liens présumés des auteurs de la tentative d'assassinat avec le député Gerardo Milman, du parti d'opposition Ensemble pour le Changement, apparenté à Mauricio Macri.

Le président a fait remarquer que, dès décembre 2021, le FMI avait reconnu que le gouvernement de Macri "n'avait procédé à aucun contrôle des capitaux pour empêcher la fuite de 45 milliards de dollars". Et il a rappelé que l'État est plaignant dans l'affaire qui a été présentée aux tribunaux, qui ont à nouveau demandé à "enquêter sur les allégations".

Dans le rapport, l'AGN souligne qu'au moment de la conclusion de l'accord, en juin 2018, le ministre des Finances de l'époque, Nicolas Dujovne, "n'avait pas le pouvoir" de signer le document, qui n'est pas non plus passé par le Congrès.

En outre, l'agence d'État a dénoncé le fait qu'aucun calcul n'avait été effectué sur l'impact de la dette.

"Les processus et procédures liés au prêt n'ont pas garanti l'efficacité et l'efficacé de la gestion de la dette, ce qui a entraîné des infractions lécales, affecté la prudence dans la gestion de la dette et violé la supervision adéquate du financement", a déclaré la Cour des comptes.

Source : Russia Today

---

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/323111-alberto-fernandez-remet-en-question-le-pret-du-fmi-et-demande-une-enquete>



# **Radio Habana Cuba**